

**N° 5095<sup>8</sup>**

**CHAMBRE DES DEPUTES**

Session ordinaire 2003-2004

---

**PROJET DE LOI**

portant

- 1) modification de la loi modifiée du 14 août 2000 relative au commerce électronique;
- 2) modification de la loi modifiée du 30 juillet 2002 réglementant certaines pratiques commerciales, sanctionnant la concurrence déloyale et transposant la directive 97/55/CE du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 84/450/CEE sur la publicité comparative afin d'y inclure la publicité comparative;
- 3) abrogation de l'article 1135-1, alinéa 2 du Code civil

\* \* \*

**RAPPORT DE LA COMMISSION DE L'ECONOMIE, DE L'ENERGIE,  
DES POSTES ET DES TRANSPORTS**

(13.5.2004)

La Commission se compose de: M. John SCHUMMER, Président-Rapporteur; M. François BAUSCH, M. Lucien CLEMENT, Mme Mady DELVAUX-STEHRRES, Mme Agny DURDU, M. Marcel GLESENER, M. Gusty GRAAS, M. Fernand GREISEN, M. Norbert HAUPERT, M. Marcel SAUBER et M. Marc ZANUSSI, Membres.

\*

**I. ANTECEDENTS**

Le projet de loi sous rubrique a été déposé le 4 février 2003 par le Ministre de l'Economie. En date du 27 janvier 2003 le projet de loi a été soumis à l'avis du Conseil d'Etat. La Haute Corporation a émis son avis le 1er juillet 2003. Le Gouvernement a amendé le projet de loi les 15 janvier 2004 et 19 avril 2004. Les avis complémentaires du Conseil d'Etat ont été émis le 2 mars et le 4 mai 2004.

L'avis de la Chambre des Métiers date du 4 septembre 2003, celui de l'Union luxembourgeoise des consommateurs du 17 février 2004. La Chambre de Commerce a émis son avis le 30 mars 2004.

Lors de sa réunion du 12 novembre 2003, la Commission de l'Economie, de l'Energie, des Postes et des Transports a désigné son président John Schummer comme rapporteur du présent projet de loi et a procédé à un premier examen du texte et de l'avis du Conseil d'Etat. Dans sa réunion du 10 mai 2004 ladite commission a réexaminé le texte ainsi que le 2ème avis complémentaire du Conseil d'Etat. Elle a adopté le présent rapport lors de sa réunion du 13 mai 2004.

\*

**II. OBJET DU PROJET DE LOI**

Comme l'a démontré l'étude Mindforest lancée par le Ministère de l'Economie en 2001, portant sur la qualité d'un échantillon de sites Internet, les difficultés d'application que la loi sur le commerce élec-

tronique du 14 août 2000 (ci-après „la loi du 14 août 2000 “) pose à ces acteurs sont majeures. L’objectif de cette loi comme décrit dans son exposé des motifs est, vu l’importance du commerce électronique pour les activités économiques mondiales, „de garantir aux utilisateurs et aux consommateurs une protection efficace face au développement de ces nouvelles formes d’activité “ et „de mettre en place un cadre juridique sécurisant“.

La pratique quotidienne montre que certains ajustements législatifs sont nécessaires pour faciliter et encourager le développement permanent du commerce électronique au Luxembourg. Ces ajustements sont indispensables si le Luxembourg tient à conserver son avance législative sur la plupart des autres membres de l’Union européenne, car „le commerce électronique est (toujours) un secteur d’avenir qui offre aux citoyens et aux entreprises européennes et luxembourgeoises des perspectives en termes de compétitivité, de croissance et d’emploi“.

D’après une étude récente d’EUROSTAT publiée en date du 15 avril 2004 concernant l’utilisation d’Internet, la sécurité et la confiance dans l’usage d’Internet et le commerce électronique dans les pays de l’Union européenne, 53% des individus à Luxembourg sont connectés à Internet (6e position UE15, la moyenne européenne étant de 50%). En ce qui concerne le commerce électronique, 22% des personnes au Luxembourg utilisent l’Internet pour acheter ou commander des biens ou services (à l’exception des actions et services financiers) ce qui signifie la 3e position dans UE15, la moyenne européenne étant de 19%. Ces chiffres démontrent clairement que le Luxembourg est positionné de manière compétitive par rapport aux autres Etats membres de l’Union européenne.

Par conséquent l’objectif du projet de loi sous rubrique constitue une mise à jour de la loi susmentionnée. Cette loi du 14 août 2000 est la transposition en droit national de la directive 1999/93/CE du 13 décembre 1999 relative à un cadre communautaire pour les signatures électroniques, de la directive 2000/31/CE du 8 juin 2000 relative à certains aspects juridiques des services de la société de l’information et certaines dispositions de la directive 97/7/CEE du 20 mai 1997 concernant la vente à distance des biens et des services autres que les services financiers, modifiant aussi le code civil, le nouveau code de procédure civile, le code de commerce et le code pénal. Cette mise à jour se base d’une part sur une série de propositions de la Commission européenne qui viennent s’intégrer ici et qui exigent une transposition „littérale et complète“ des directives susmentionnées et, d’autre part, sur des modifications proposées par un comité national composé de juristes et spécialistes du domaine informatique, appelé „comité commerce électronique“<sup>1</sup>. En intégrant tous les aspects concernant la protection du consommateur en matière de commerce électronique dans la loi du 14 août 2000, la transposition de la directive 97/7/CE est complétée. La très grande majorité des modifications proposées viennent par conséquent compléter ou préciser la transposition des directives 2000/31/CE et 97/7/CE en suivant les commentaires de la Commission européenne. Les modifications les plus marquantes qui ont été apportées à la loi susmentionnée se retrouvent au niveau des communications commerciales non sollicitées.

Le renforcement de l’attractivité de l’environnement juridique luxembourgeois passe par ailleurs par des changements législatifs dont le but est de favoriser et de soutenir le développement du commerce électronique au Luxembourg. Le présent projet tend par conséquent à libéraliser l’interdiction de la vente à perte en matière de commerce électronique, à abroger l’article 1135-1, alinéa 2, du Code civil et introduit la notion de courtage aux enchères par voie électronique échappant au régime des ventes aux enchères publiques.

\*

### III. LES AVIS DES CHAMBRES PROFESSIONNELLES

Dans son avis du 4 septembre 2003, la Chambre des Métiers constate que l’article 17 (article 21 du projet amendé) concernant l’exécution de la commande va plus loin que l’article 7 de la directive européenne. La Chambre est d’avis que la possibilité pour l’entreprise de pouvoir proposer un bien ou un service de substitution peut représenter une solution très acceptable pour les deux parties, le consommateur n’étant pas obligé de l’accepter. Par conséquent elle propose „de ne pas aller au-delà de la direc-

<sup>1</sup> Ce comité a été créé par règlement grand-ducal du 1er juin 2001 et rassemble des représentants du Ministère d’Etat, du Ministère des Finances, du Ministère de la Justice, du Ministère des Classes moyennes, du Ministère de l’Economie, de la Chambre de commerce, de la Chambre des Métiers, ainsi que des personnes reconnues pour leur compétence en la matière et un représentant des consommateurs.

*tive et d'accorder aux prestataires la possibilité d'offrir des biens ou des services de „substitution“ aux consommateurs, sachant que le consommateur aura toujours le droit d'accepter ou de refuser le bien ou le service de substitution“.* Mis à part cette remarque la Chambre des Métiers marque son accord au projet de loi sous rubrique.

L'Union des Consommateurs juge dans son avis du 17 février 2004 (tout comme la Chambre de Commerce) qu'il est inadmissible de prévoir que l'article 1135-1, alinéa 2, du Code civil ne s'applique pas aux contrats conclus par voie électronique. Le Conseil d'Etat partageant cet avis propose de supprimer cet alinéa de l'article 1135-1 du Code civil. Le Gouvernement suit la proposition du Conseil d'Etat dans sa deuxième série d'amendements.

Par ailleurs, l'ULC demande qu'un droit de rétractation soit inscrit dans le présent projet en ce qui concerne les ventes aux enchères. Une telle disposition serait cependant contraire aux dispositions de l'article 3 (1) de la directive 97/7/CEE. L'ULC ajoute toutefois que *„la protection des consommateurs en matière de ventes aux enchères et de „power shopping“ mérite ample réflexion au niveau communautaire avant de décider des mesures qui s'imposent“*. La Chambre de Commerce estime de son côté que les arguments développés par les auteurs du projet de loi amendé sont parfaitement cohérents, étant donné qu'un droit de rétractation risquerait d'engendrer un grand nombre d'abus de la part du consommateur.

De façon générale, la Chambre de Commerce estime à plusieurs reprises que le projet de loi ne tient pas compte des exigences de la directive 2002/65/CE du 23 septembre 2002 concernant la commercialisation à distance des services financiers auprès des consommateurs.

Dans son avis datant du 3 mars 2004, la Chambre de Commerce s'oppose à la libéralisation de la vente à perte dans le secteur du commerce électronique. De plus, elle recommande de ne pas limiter le régime de l'interdiction de l'envoi de communications commerciales non sollicitées par courrier électronique sans consentement préalable aux seules personnes physiques mais de garantir l'application de ce régime à tout destinataire de services de la société de l'information, y compris les personnes morales.

En ce qui concerne la stabilité de l'environnement juridique du commerce électronique, la Chambre est d'avis que l'approche luxembourgeoise qui consiste à réunir dans une même loi l'ensemble du droit applicable au commerce électronique nécessite de dédoubler le travail législatif. Ainsi, cet état de fait a pour conséquence qu'il y a lieu d'élaborer de plus en plus fréquemment à la fois une loi générique et un projet de loi modifiant de manière substantielle la loi modifiée du 14 août 2000, ce qui entraîne une certaine incertitude juridique. Ainsi, afin d'éviter des modifications successives et à brève échéance de ladite loi, la Chambre de Commerce *„appelle le Gouvernement à adopter une position claire quant à la place de certaines dispositions non spécifiques au commerce électronique dans la loi du 14 août 2000“*.

La Chambre de Commerce constate que le retour aux règles de droit commun quant au moment de conclusion du contrat assure une certaine cohérence du régime applicable aux contrats électroniques avec le régime des contrats conclus à distance prévu par la loi du 16 avril 2003 et elle ne voit par conséquent aucun obstacle à ce retour aux règles de droit commun des contrats. Elle recommande néanmoins d'adopter une formulation uniforme et donc de modifier en conséquence l'article 53 de la loi du 14 août 2000 afin que l'obligation d'information préalable du consommateur soit effectuée *„avant la passation de la commande“*.

D'une manière générale, la Chambre de Commerce accueille favorablement la tendance à une certaine libéralisation du secteur du commerce électronique. L'allègement de certaines contraintes juridiques devrait permettre aux entreprises étrangères de s'installer plus aisément dans le pays.

\*

#### IV. L'AVIS DU CONSEIL D'ETAT

L'article 1 prévoyait dans le projet initial de faire plusieurs modifications d'ordre ponctuel. Cet article a été largement commenté par le Conseil d'Etat dans son avis du 1er juillet 2003. Dans la version amendée de l'article, il a été tenu compte des observations formulées par le Conseil d'Etat et une nouvelle disposition a été introduite, relative à la libéralisation de la vente à perte. Dans son avis complémentaire du 2 mars 2004, le Conseil d'Etat s'est opposé à cette nouvelle disposition ainsi qu'à son principe. Selon le Conseil d'Etat, cette disposition, abstraction faite du principe, aurait par ailleurs dû être introduite dans la loi du 30 juillet 2002 réglementant certaines pratiques commerciales. Dans une

deuxième série d'amendements, il a été tenu compte de la deuxième remarque du Conseil d'Etat et le principe même a été redéfini dans son contexte de sorte que le Conseil d'Etat a pu lever son opposition formelle. Cette disposition relative à la libéralisation de la vente à perte se retrouve finalement dans l'article 26 du projet de loi.

Concernant l'article 2, la Commission européenne a indiqué dans ses observations que l'article 4 de la loi relative au commerce électronique ne contient pas de référence à „l'exercice“ de l'activité de prestataire de services, conformément à l'article 4.1. de la Directive 2000/31/CE relative au commerce électronique, mais seulement à l'activité tout court, alors que la Directive prévoit les deux cas de figure. Cette modification ne suscite pas d'observations de la part du Conseil d'Etat.

A l'article 3 le Conseil d'Etat estime qu'il n'y a pas lieu de mêler au point d) du paragraphe (1) de l'article 5 de la loi du 14 août 2000 toutes sortes d'exigences qui ne sont pas spécifiques aux professions réglementées et propose de leur consacrer une disposition à part. Dans ses amendements du janvier 2004, le Gouvernement a donné suite aux observations du Conseil d'Etat. De plus, une disposition est ajoutée suite à une remarque de la Commission européenne informant que l'article 5 (1), f), 2ème tiret manque dans la transposition en droit national. Dans son avis complémentaire, le Conseil d'Etat n'a pas d'observations à formuler.

Les articles 4, 5, 6, 7 et 8 font des modifications d'ordre purement formel qui ne suscitent pas des remarques particulières de la part du Conseil d'Etat.

L'article 9 propose un réagencement de l'article 29 de la loi relative au commerce électronique. Le Conseil d'Etat y marque son accord.

L'article 10 abroge le point e) de l'article 31 de la loi relative au commerce électronique. Le Conseil d'Etat n'a pas d'observations par rapport à cette modification.

L'article 11 transpose l'article 8.1. de la Directive 2000/31/CE sur le commerce électronique. La Commission européenne a fait remarquer dans ses commentaires que cet article n'a pas été transposé. Il s'agit de permettre aux professions réglementées d'avoir une visibilité sur Internet sous réserve du respect de leurs règles professionnelles respectives. Le Conseil d'Etat n'a pas d'objections à voir ancrer cette disposition dans la loi relative au commerce électronique.

L'article 12 modifiant l'article 47 de la loi n'a pas donné lieu à observations.

Concernant l'article 13 le Conseil d'Etat a suggéré dans une première proposition de son avis complémentaire de supprimer purement et simplement l'article 48 de la loi du 14 août 2000, alors que cet article serait transposé dans la future loi transposant la directive 2002/58/CE. S'il est vrai que l'article sous discussion figurera également dans la loi transposant cette directive, il est néanmoins impératif de voir figurer le même texte dans la présente loi, alors que la directive-cadre 95/46/CE exclut expressément les services de l'information. Bien qu'il s'agisse ici d'une incohérence entre directives, il n'en reste pas moins que pour éviter tout problème relatif au champ d'application des directives, il faut laisser subsister l'article 48, tout en prenant soin que les textes des deux lois seront identiques.

Il a par ailleurs été tenu compte de la proposition du Conseil d'Etat de modifier le texte de façon ponctuelle étant donné que „les termes“ „*Sans préjudice du paragraphe 2*“ ne traduisent pas adéquatement l'hypothèse visée“ et que „Il y a donc lieu d'écrire „Nonobstant les dispositions du paragraphe (2) ...““.

L'article 14 opère un changement de définition des services financiers.

Le Conseil d'Etat s'était opposé à la version initiale de l'article 15 en estimant que l'argumentation développée à l'appui de la modification proposée procédait d'une confusion. Les auteurs du projet ont tenu compte des remarques du Conseil d'Etat dans leur première série d'amendements pour proposer une nouvelle version qui a trouvé l'accord de la Chambre de Commerce étant donné qu'elle „constate que la nouvelle formulation proposée pour les trois premiers paragraphes de l'article 50 transpose littéralement l'article 9 de la directive 2000/31/CE sur le commerce électronique“. Le Conseil d'Etat de son côté n'était pas de cet avis et a estimé qu'il n'y avait pas lieu de transposer l'article 9. Or cet article doit être transposé selon la Commission européenne qui a particulièrement insisté sur ce point. En effet, il s'agit de faire en sorte que le système juridique luxembourgeois rende possible la conclusion de contrats par voie électronique. Autrement dit, le régime juridique applicable au processus contractuel ne doit pas faire obstacle à l'utilisation de contrats électroniques ni ne conduire à priver d'effet ou de validité juridique de tels contrats pour le motif qu'ils sont passés par voie électronique. Il s'agit d'écarter des exigences légales ou réglementaires, notamment de forme, susceptibles de gêner le recours à des

contrats électroniques. Ces contrats électroniques sont bien évidemment soumis aux mêmes règles de droit commun que les contrats formés off-line et ne bénéficient d'aucun régime d'exception. Il reste qu'aucune disposition légale ou réglementaire ne doit limiter la conclusion d'un contrat électronique, là où elle l'autoriserait pour un contrat off-line, sauf pour les contrats énumérés à l'article 9.2 de la directive 2000/31/CE et repris tels quels par l'article 50, paragraphe 1, de la loi relative au commerce électronique pour lesquels il peut être prévu qu'ils peuvent seulement être conclus en off-line.

Concernant l'article 16, le Conseil d'Etat propose d'abandonner l'amendement sous rubrique, proposition qui n'est pas suivie par le Gouvernement alors qu'il s'agit d'une disposition importante dont le but n'est pas de créer une base légale, mais simplement d'exclure les opérations de courtage aux enchères réalisées par voie électronique du champ d'application de la législation relative aux ventes aux enchères, étant donné que ces opérations de courtage aux enchères ont une toute autre nature que les ventes aux enchères.

Pour les changements effectués aux articles 17 et 18, il s'agit ici d'une transposition plus fidèle qui se calque davantage sur le texte de la Directive 2000/31/CE sur le commerce électronique. Le Conseil d'Etat dans son avis complémentaire du 2 mars 2004 préconise le maintien du texte actuel. Or, le but du présent article est d'encadrer et de préciser les caractéristiques qui sont propres à une passation de commande par voie électronique. La Directive ne se prononce pas sur le moment de la conclusion du contrat, mais soumet ce point au droit commun. La Directive parle dans son article 11 uniquement de la passation d'une commande, moment qui n'est pas nécessairement le même que celui de la conclusion du contrat. Le Luxembourg est d'ailleurs un des seuls pays à avoir transposé l'article 11 par „*du moment de la conclusion du contrat*“, ce qui ne constitue pas une transposition fidèle de la Directive. Il est par conséquent préférable de se limiter dans cet article à ce qui est spécifique à l'environnement électronique, à savoir la passation d'une commande par voie électronique, tout en laissant la question du moment de la conclusion du contrat aux règles de droit commun des contrats.

La modification de l'article permet également de suivre l'avis du Conseil d'Etat, qui suggère de respecter une concordance dans la terminologie et de se référer désormais non plus aux „*parties qui ne sont pas des consommateurs*“, mais plutôt aux „*professionnels*“.

L'article 19 n'a pas donné lieu à de plus amples observations de la part du Conseil d'Etat.

L'article 20 suit une proposition de texte faite par le Conseil d'Etat dans son avis du 1er juillet 2003.

L'article 21 transpose l'article 7 de la directive 97/7/CE qui n'a pas été transposé à ce jour. Le Conseil d'Etat marque son accord avec le texte proposé.

Concernant l'article 22 le Conseil d'Etat a proposé une modification au texte initialement proposé, proposition qui est intégralement reprise ici.

L'article 23 transpose l'article 12 de la directive 97/7/CE et ne suscite pas de commentaires de la part du Conseil d'Etat.

L'article 24 fait des modifications ponctuelles dans l'article 62 de la loi en reprenant textuellement une proposition du Conseil d'Etat.

L'article 25 modifie la loi du 19 décembre 2003 fixant les conditions d'agrément des organisations habilitées à intenter des actions en cessation qui modifie par son article 11 la loi du 14 août 2000 relative au commerce électronique en y introduisant la procédure de l'action en cessation conformément à la directive 98/27/CE du Parlement européen et du Conseil du 19 mai 1998 relative aux actions en cessation en matière de protection des intérêts des consommateurs. L'amendement 25 rectifie une erreur matérielle qui s'était glissée dans la loi du 19 décembre 2003 précitée.

La Commission de l'Economie, de l'Energie, des Postes et des Transports fait siennes les observations du Conseil d'Etat quant à la numérotation des articles 25, 26 et 27.

L'article 26 a été introduit dans le projet de loi suite à l'avis complémentaire du Conseil d'Etat qui estimait que concernant la libéralisation de la vente à perte une adaptation de la disposition afférente de la loi du 30 juillet 2002 se révélerait mieux appropriée. L'article 1 du présent projet a par conséquent été modifié dans ce sens.

L'article 27 modifie le Code civil en abrogeant l'article 1135-1, alinéa 2. Avec cette disposition qui figurait initialement dans l'article 15 du projet de loi, il était prévu de sortir du champ d'application de l'article 1135-1, alinéa 2, les opérations de commerce électronique. Or, le Conseil d'Etat dans son avis complémentaire estimant qu'une telle discrimination ne pouvait se justifier et s'est opposé à cette dispo-



sition, tout en précisant qu'une solution serait d'abroger cet article complètement, solution qui a été retenue par les auteurs du présent projet de loi.

Au vu de certaines modifications, le Conseil d'Etat a proposé un nouveau titre au présent projet de loi. Le Gouvernement fait siennes les propositions du Conseil d'Etat.

\*

Compte tenu des observations qui précèdent, la Commission de l'Economie, de l'Energie, des Postes et des Transports recommande à la Chambre des Députés de voter le texte du projet de loi dans la teneur qui suit:

\*

## PROJET DE LOI

### portant

- 1) modification de la loi modifiée du 14 août 2000 relative au commerce électronique;**
- 2) modification de la loi modifiée du 30 juillet 2002 réglementant certaines pratiques commerciales, sanctionnant la concurrence déloyale et transposant la directive 97/55/CE du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 84/450/CEE sur la publicité comparative afin d'y inclure la publicité comparative;**
- 3) abrogation de l'article 1135-1, alinéa 2 du Code civil**

**Art. 1er.** L'article 2 de la loi du 14 août 2000 relative au commerce électronique est modifié comme suit:

- Au paragraphe (1), il est ajouté un troisième tiret de la teneur suivante:  
„– aux activités de jeux d'argent impliquant des mises ayant une valeur monétaire dans les jeux de hasard, y compris les loteries et les transactions sur les paris.“  
Au deuxième tiret de l'actuel paragraphe (1), le point final est remplacé par un point-virgule.
- Le paragraphe (5) actuel est remplacé par le texte suivant:  
„La libre circulation des services de la société de l'information en provenance d'un autre Etat membre ne peut être restreinte.“
- Le paragraphe (6) est remplacé par le texte suivant:  
„a) Le ministre ayant le commerce électronique dans ses attributions peut, par dérogation aux dispositions du paragraphe (5), restreindre la libre circulation d'un service donné de la société de l'information en provenance d'un autre Etat membre lorsque ledit service porte atteinte, ou représente un risque sérieux et grave d'atteinte à l'ordre public, la sécurité publique, la santé publique ou la protection des consommateurs, en observant par ailleurs les exigences posées par le droit communautaire à l'exercice de cette faculté, et notamment le principe de proportionnalité.  
b) Sans préjudice d'éventuelles procédures judiciaires, y compris les procédures pénales, les mesures de restriction ne peuvent être prises que si le ministre ayant le commerce électronique dans ses attributions a au préalable:
  - demandé à l'Etat membre d'origine de prendre des mesures;
  - notifié à la Commission européenne et à l'Etat membre d'origine son intention de prendre des mesures appropriées, si l'Etat membre d'origine ne prend pas de mesures ou si les mesures prises ne sont pas suffisantes.

Il peut être dérogé aux conditions prévues ci-dessus en cas d'urgence. En pareil cas, le ministre ayant le commerce électronique dans ses attributions notifie, dans les plus brefs délais, à la Commission européenne et à l'Etat membre d'origine les mesures prises et les raisons pour lesquelles il estime qu'il y a urgence.“

**Art. 2.** L'article 4 de la même loi est complété comme suit:

„Sans préjudice des dispositions de la loi d'établissement, l'accès à l'activité de prestataire de services de la société de l'information et l'exercice de cette activité ne font, en tant que tels, pas l'objet d'une autorisation préalable.“

**Art. 3.** Le point d) du paragraphe (1) de l'article 5 de la même loi est remplacé par le texte suivant:

„d) le cas échéant, son numéro d'immatriculation au registre de commerce, son numéro d'identification à la TVA et l'autorisation dont il bénéficie pour exercer son activité ainsi que les coordonnées de l'autorité ayant donné cette autorisation.“

Le paragraphe (1) de l'article 5 de la loi précitée est complété par un deuxième alinéa, à insérer après le point d), de la teneur suivante:

„En ce qui concerne les professions réglementées, les informations à fournir comprennent aussi le titre professionnel du prestataire et l'Etat membre dans lequel il a été octroyé, les références de l'ordre professionnel auquel il adhère ainsi qu'une référence aux règles professionnelles applicables et aux moyens d'y avoir accès.“

**Art. 4.** L'article 17 de la même loi est modifié comme suit:

„(...)

„L'Autorité Nationale d'Accréditation et de Surveillance“: est le ministre ayant le commerce électronique dans ses attributions:“

**Art. 5.** L'intitulé de la sous-section 2 de la section 2 du chapitre 2 du titre II de la même loi est modifié comme suit:

„Des prestataires de services de certification délivrant des certificats qualifiés“.

**Art. 6.** Au paragraphe (2) de l'article 23 de la même loi, les termes „de la ou de(s) personne(s) physique(s) qui se présente(nt) à lui“ sont remplacés par les termes „de la ou des personnes physiques qui se présentent à lui“.

**Art. 7.** L'article 26, paragraphe 5, de la même loi est modifié comme suit:

Les termes „visé à l'article 23“ sont remplacés par les termes „visé à l'article 22“.

**Art. 8.** L'article 27 de la même loi est modifié comme suit:

– L'intitulé prend la teneur suivante:

„De la responsabilité des prestataires de services de certification délivrant des certificats qualifiés“.

– Le paragraphe (1) est complété par un nouvel alinéa premier de la teneur suivante:

„(1) Tout prestataire de services de certification délivrant des certificats qualifiés est tenu de notifier à l'Autorité Nationale d'Accréditation et de Surveillance la conformité de ses activités aux exigences de la présente loi et des règlements pris en son exécution.“

**Art. 9.** L'article 29 de la loi est modifié comme suit:

„(1) L'Autorité Nationale d'Accréditation et de Surveillance tient un registre des notifications, qui fait l'objet, à la fin de chaque année de calendrier, d'une publication au Mémorial, Recueil administratif et économique, sans préjudice de la possibilité, pour l'Autorité Nationale d'Accréditation et de Surveillance, de publier à tout moment, soit au Mémorial, soit dans un ou plusieurs journaux, luxembourgeois ou étrangers, une radiation du registre, si une telle mesure de publicité est commandée par l'intérêt public.

(2) L'Autorité Nationale d'Accréditation et de Surveillance veille au respect par les prestataires de services de certification délivrant des certificats qualifiés des exigences contenues dans les articles 19 à 27 de la présente loi et dans les règlements grand-ducaux pris en application.

(3) L'Autorité Nationale d'Accréditation et de Surveillance peut, soit d'office, soit à la demande de toute personne intéressée, vérifier ou faire vérifier la conformité des activités d'un prestataire de

service de certification délivrant des certificats qualifiés aux dispositions de la présente loi ou des règlements pris en son exécution.

(4) L'Autorité Nationale d'Accréditation et de Surveillance peut avoir recours à des auditeurs externes agréés pour de telles vérifications. Un règlement grand-ducal détermine la procédure d'agrément, à délivrer par le ministre ayant le commerce électronique dans ses attributions. Pourront faire l'objet d'un agrément les personnes qui justifient d'une qualification professionnelle adéquate ainsi que de connaissances et d'une expérience spécialisées dans le domaine des technologies des signatures électroniques, et qui présentent des garanties d'honorabilité professionnelle et d'indépendance par rapport aux prestataires de service de certification délivrant des certificats qualifiés dont elles sont appelées à vérifier les activités.

(5) Dans l'accomplissement de leur mission de vérification, les agents de l'Autorité Nationale d'Accréditation et de Surveillance, ainsi que les auditeurs externes agréés ont, sur justification de leurs qualités, le droit d'accéder à tout établissement et de se voir communiquer toutes informations et tous documents qu'ils estimeront utiles ou nécessaires à l'accomplissement de leur mission.

Tout refus de la part d'un prestataire de service de certification de collaborer activement est puni d'une amende de 251 à 20.000 euros. L'Autorité Nationale d'Accréditation et de Surveillance peut, en pareil cas, également procéder à la radiation des prestataires du registre des notifications.

(6) Si, sur le rapport de ses agents ou de l'auditeur externe agréé, l'Autorité Nationale d'Accréditation et de Surveillance constate que les activités du prestataire de services de certification délivrant des certificats qualifiés ne sont pas conformes aux dispositions de la présente loi ou des règlements pris en son exécution, elle invite le prestataire à se conformer, dans le délai qu'elle détermine, auxdites dispositions. Si, passé ce délai, le prestataire ne s'est pas conformé, l'Autorité Nationale d'Accréditation et de Surveillance procède à la radiation du prestataire du registre des notifications.

(7) En cas de constatation d'une violation grave par un prestataire de services de certification délivrant des certificats qualifiés des dispositions de la présente loi ou des règlements pris en son exécution, l'Autorité Nationale d'Accréditation et de Surveillance peut en informer à telles fins que de droit les autorités administratives compétentes en matière de droit d'établissement. Les rapports établis à l'attention de l'autorité nationale peuvent être communiqués à ces autorités, dans la mesure où le prestataire de service de certification en a reçu communication dans ses relations avec l'Autorité Nationale d'Accréditation et de Surveillance.

**Art. 10.** L'article 31 de la même loi est modifié comme suit:

„Le point e) du paragraphe (2) est abrogé“.

**Art. 11.** Un article 46bis, libellé comme suit, est introduit dans la loi:

**„Art. 46bis. Professions réglementées**

L'utilisation des communications commerciales qui font partie d'un service de la société de l'information fourni par un membre d'une profession réglementée ou qui constituent un tel service est autorisée sous réserve du respect de leurs règles professionnelles visant, notamment, l'indépendance, la dignité et l'honneur de la profession, ainsi que le secret professionnel et la loyauté envers les clients et les autres membres de la profession.“

**Art. 12.** L'article 47 de la même loi est modifié comme suit:

Au point c) est rajouté le terme „ , offres“ entre les termes „concours“ et „ou jeux promotionnels“.

**Art. 13.** L'article 48 est modifié comme suit:

- Le paragraphe (2) est modifié comme suit:
 

„(2) L'envoi de communications commerciales non sollicitées par courrier électronique par un prestataire de services de la société de l'information à une personne physique n'est autorisé qu'en cas de consentement préalable de celle-ci.“
- Le paragraphe (3) est remplacé par un nouveau paragraphe (3) dont la teneur est la suivante:
 

„(3) Nonobstant les dispositions du paragraphe (2), le prestataire qui, dans le cadre d'une vente d'un produit ou d'un service, a obtenu directement de ses clients leurs coordonnées électroniques en



vue d'un courrier électronique, peut exploiter ces coordonnées électroniques à des fins de prospection pour des produits ou services analogues que lui-même fournit pour autant que lesdits clients se voient donner clairement et expressément le droit de s'opposer, sans frais et de manière simple, à une telle exploitation des coordonnées électroniques lorsqu'elles sont recueillies et lors de chaque message, au cas où ils n'auraient pas refusé d'emblée une telle exploitation."

- Il est ajouté un paragraphe (4) dont la teneur est la suivante:

„(4) Quiconque contrevient aux dispositions du présent article est puni d'un emprisonnement de huit jours à un an et d'une amende de 251 à 125.000 euros ou d'une de ces peines seulement. La juridiction saisie peut prononcer la cessation du traitement contraire aux dispositions du présent article sous peine d'astreinte dont le maximum est fixé par ladite juridiction."

**Art. 14.** Dans l'article 49, la définition des „services financiers“ est changée comme suit:

„service financier“: tout service ayant trait à la banque, au crédit, à l'assurance, aux retraites individuelles, aux investissements et aux paiements.

**Art. 15.** L'article 50 de la loi est modifié comme suit:

„(1) Le présent titre s'applique à tous les contrats conclus par voie électronique entre professionnels, et entre professionnels et consommateurs, à l'exception des contrats suivants:

- les contrats qui créent ou transfèrent des droits sur des biens immobiliers, à l'exception des droits de location;
- les contrats pour lesquels la loi requiert l'intervention des tribunaux, d'autorités publiques ou de professions exerçant une autorité publique;
- les contrats de sûretés et les garanties fournies par des personnes agissant à des fins qui n'entrent pas dans le cadre de leur activité professionnelle ou commerciale;
- les contrats relevant du droit de la famille ou du droit des successions.

(2) Les exigences légales et réglementaires, notamment de forme, qui empêchent ou limitent la conclusion de contrats par voie électronique, y compris celles qui privent d'effet ou de validité juridique des contrats du fait qu'ils ont été passés par voie électronique, sont inapplicables aux contrats auxquels s'applique le présent titre.

(3) Les dispositions des articles 53 à 59 s'appliquent uniquement entre professionnels et consommateurs."

**Art. 16.** Un article 50bis, libellé comme suit, est introduit dans la loi:

**„Art. 50bis. Les opérations de courtage aux enchères réalisées par voie électronique**

Les opérations de courtage aux enchères réalisées par voie électronique, se caractérisant par l'absence d'adjudication et d'intervention d'un tiers dans la conclusion de la vente d'un bien entre parties, ne constituent pas une vente aux enchères publiques.

Les opérations de courtage aux enchères réalisées par voie électronique ne peuvent porter que sur des biens meubles."

**Art. 17.** L'article 51 de la même loi est modifié comme suit:

- Le paragraphe (1), alinéa 1, est modifié comme suit:

„(1) Sans préjudice de l'obligation générale d'information de l'article 5 de la présente loi et, sauf si les parties sont des professionnels et en ont convenu autrement, le prestataire doit fournir au destinataire du service, avant que celui-ci ne passe commande, de manière claire, compréhensible et non équivoque, au moins les informations portant sur:

- a) les différentes étapes techniques à suivre pour conclure le contrat;
- b) l'archivage ou non du contrat par le prestataire une fois celui-ci conclu et son accessibilité;
- c) les moyens techniques pour identifier et corriger les erreurs commises dans la saisie des données avant que la commande ne soit passée;
- d) les langues proposées pour la conclusion du contrat."

- Au paragraphe (1) est rajouté un alinéa 2 dont la teneur est la suivante:  
„Sauf si les parties sont des professionnels et en ont convenu autrement, le prestataire doit indiquer les éventuels codes de conduite auxquels il est soumis, ainsi que les informations sur la façon dont ces codes peuvent être consultés par voie électronique.“
- Le paragraphe (3) est modifié comme suit:  
„Les deux premiers paragraphes du présent article ne s’appliquent pas aux contrats conclus exclusivement par échange de courrier électronique ou par des communications individuelles équivalentes“.

**Art. 18.** L’article 52 est modifié comme suit:

- L’intitulé prend la teneur suivante: „De la passation d’une commande“.
- Les paragraphes (1), (1bis) et (2) sont remplacés comme suit:  
„(1) Sauf si les parties qui sont des professionnels en ont convenu autrement, dans les cas où un destinataire du service passe sa commande par des moyens technologiques, le prestataire doit:
  - mettre à disposition du destinataire du service des moyens techniques appropriés, efficaces et accessibles lui permettant d’identifier les erreurs commises dans la saisie des données et de les corriger, et ce avant la passation de la commande, et
  - accuser réception de la commande du destinataire sans délai injustifié et par voie électronique.
 (2) Pour les besoins du paragraphe (1), la commande et l’accusé de réception sont considérés comme étant reçus lorsque les parties auxquelles ils sont adressés peuvent y avoir accès.  
 (3) Les dispositions du paragraphe (1) ne sont pas applicables à des contrats conclus exclusivement au moyen d’un échange de courriers électroniques ou au moyen de communications individuelles équivalentes.“

**Art. 19.** L’article 53 de la même loi est modifié comme suit:

- Le paragraphe (1) est remplacé par le texte suivant:  
„(1) Sans préjudice de l’obligation générale d’information de l’article 5 de la présente loi et des obligations d’information spécifiques aux services financiers, en temps utile avant la conclusion du contrat, le prestataire a l’obligation de fournir au consommateur, de manière claire et compréhensible, les informations suivantes:
  - les coordonnées du prestataire de service de certification le cas échéant accrédité auprès duquel ce dernier a obtenu un certificat;
  - les caractéristiques essentielles du produit ou du service proposé;
  - la monnaie de facturation;
  - le prix du bien ou du service, toutes taxes comprises;
  - le cas échéant, les frais de livraison;
  - la durée de validité de l’offre et du prix;
  - les modalités de paiement, de livraison ou d’exécution, les conséquences d’une mauvaise exécution ou d’une inexécution des engagements du prestataire;
  - le cas échéant, les conditions de crédit proposées;
  - l’existence ou l’absence d’un droit de rétractation;
  - le mode de remboursement des sommes versées le cas échéant par le consommateur en cas de rétractation de sa part;
  - le coût de l’utilisation du service de la société de l’information lorsqu’il est calculé sur une autre base que le tarif de base;
  - les conditions des garanties commerciales et du service après-vente existants;
  - l’absence d’une confirmation des informations, le cas échéant;
  - pour les contrats portant sur la fourniture durable ou périodique d’un produit ou d’un service, la durée minimale du contrat.“

- Le paragraphe (2) est modifié comme suit:

„Ces informations doivent être fournies par tout moyen adapté au service de la société de l'information utilisé, et accessibles à tout stade de la transaction, dans le respect des principes de loyauté en matière de transactions commerciales et des principes qui régissent la protection des personnes frappées d'incapacité juridique, comme les mineurs et les incapables.

Lorsqu'il est en mesure de le faire, le prestataire doit mettre en place un service de la société de l'information permettant au consommateur de dialoguer directement avec lui.“

**Art. 20.** L'article 54 de la même loi est modifié comme suit:

Le paragraphe (1) est remplacé par le texte suivant:

„(1) Le consommateur doit recevoir, au plus tard lors de la livraison du produit ou de l'exécution de la prestation de service, sur un support durable à sa disposition et auquel il a accès, la confirmation des informations mentionnées à l'article 53, à moins que ces informations n'aient déjà été, par écrit, ou de la manière ci-dessus spécifiée, fournies au consommateur préalablement à la conclusion du contrat.

En tout état de cause doivent être fournies:

- une information écrite sur les conditions et les modalités d'exercice du droit de rétractation au sens de l'article 55,
- l'adresse géographique de l'établissement du prestataire où le consommateur peut présenter ses réclamations,
- les informations relatives aux services après-vente et aux garanties commerciales existants,
- les conditions de résiliation du contrat lorsque celui-ci est à durée indéterminée ou d'une durée supérieure à un an.“

**Art. 21.** Un article 54bis, libellé comme suit, est introduit dans la même loi:

**„Art. 54bis. De l'exécution de la commande**

(1) Sauf si les parties en ont convenu autrement, le prestataire doit exécuter la commande au plus tard dans un délai de trente jours à compter du jour suivant celui où le consommateur a transmis sa commande au prestataire.

(2) En cas de défaut d'exécution du contrat par un prestataire résultant de l'indisponibilité du bien ou du service commandé, le consommateur doit être informé de cette indisponibilité par écrit et le contrat est résolu de plein droit. Le consommateur doit être remboursé dans les meilleurs délais et, en tout cas, dans les trente jours, des sommes qu'il a, le cas échéant, versées en paiement. Si le remboursement ne s'opère pas dans un délai de trente jours, la somme due est de plein droit majorée, à compter du premier jour après l'expiration du délai, au taux de l'intérêt légal en vigueur.“

**Art. 22.** L'article 55 de la même loi est modifié comme suit:

- A l'alinéa 1 du paragraphe (1), après les termes „sept jours“ est introduit le terme „ouvrables“.
- L'alinéa 2 du paragraphe (1) est modifié comme suit:
 

„Toutefois, si le prestataire n'a pas satisfait aux obligations prévues au paragraphe (1) de l'article 54, le délai de rétractation est de 3 mois.“
- Le paragraphe (2) est modifié comme suit:
 

„Si les informations visées à l'article 54 sont fournies pendant le délai de trois mois visé au paragraphe (1), le délai de sept jours ouvrables commence à courir à compter du jour de la réception des informations par le consommateur.“
- Au paragraphe (3) est ajouté un alinéa 3 nouveau de la teneur suivante:
 

„Ce remboursement doit être fait par le prestataire sans frais. Les seuls frais qui peuvent être imputés au consommateur en raison de l'exercice de son droit de rétractation sont les frais directs de renvoi des marchandises. Si ce remboursement ne s'opère pas dans le délai de trente jours, la somme due est de plein droit majorée, à compter du premier jour après l'expiration du délai, au taux de l'intérêt légal en vigueur.“
- Au paragraphe (4), sous le point a), le terme „ouvrables“ est ajouté après les termes „sept jours“.

- Au paragraphe (4), le point e) est remplacé comme suit:  
„– de vente conclus lors d’enchères;“
- Au paragraphe (5), les termes „Lorsque le prix d’un service“ sont remplacés par ceux de „Lorsque le prix d’un bien ou d’un service“.

**Art. 23.** Un article 57bis, libellé comme suit, est introduit dans la même loi:

**„Art. 57bis. Caractère contraignant des dispositions**

(1) Le consommateur ne peut renoncer aux droits qui lui sont conférés en vertu du présent chapitre.

(2) Toute clause contraire au paragraphe qui précède est abusive et réputée nulle et non écrite.

(3) Lorsque la loi qui régit le contrat est celle d’un Etat non membre de l’Union européenne, il sera impérativement fait application des dispositions du présent chapitre, si le consommateur a sa résidence habituelle sur le territoire d’un Etat membre de l’Union européenne et que le contrat y est proposé, conclu ou exécuté.“

**Art. 24.** L’article 62 de la même loi est modifié comme suit:

- Au point a) du paragraphe (1), les termes „une action en dommages“ sont remplacés par ceux de „une action en dommages et intérêts“.
- Le point b) du paragraphe (1) se lit comme suit:  
„b) le prestataire, dès le moment où il a une telle connaissance, agisse promptement pour retirer les informations ou rendre l’accès à celles-ci impossible.“

**Art. 25.** A l’alinéa 1 de l’article 71-1 de la même loi, la référence aux articles „46 à 52“ est remplacée par celle aux articles „46 à 59“.

**Art. 26.** Un article 70bis, libellé comme suit, est introduit dans la même loi:

**„Art. 70bis.** A l’article 20(4) de la loi modifiée du 30 juillet 2002 réglementant certaines pratiques commerciales, sanctionnant la concurrence déloyale et transposant la directive 97/55/CE du Parlement Européen et du Conseil modifiant la directive 84/450/CEE sur la publicité trompeuse afin d’inclure la publicité comparative est insérée une lettre f) libellée comme suit:

„f) aux biens et aux prestations de services qui sont offerts ou vendus par voie électronique.“ “

**Art. 27.** Un article 70ter, libellé comme suit, est introduit dans la même loi:

**„Art. 70ter.** L’article 1135-1, alinéa 2 du Code civil est abrogé.“

Luxembourg, le 13 mai 2004

*Le Président-Rapporteur,*  
John SCHUMMER